



Nations Unies

Année internationale de l'eau douce 2003



Année de l'eau 2003

Informations générales

L'eau – à quel prix?

Apporter eau et hygiène aux populations à travers le monde est une tâche monumentale – et extrêmement coûteuse. La question de savoir qui, des gouvernements ou du secteur privé, est mieux à même de fournir ces services, est une question fort débattue chez les dirigeants, les experts et les associations locales. La toile de fond de ce débat et les principales opinions sur la question sont exposées ci-dessous.

Fournir de l'eau potable salubre et des services d'hygiène à ceux qui en sont privés requiert un investissement colossal – estimé à 14-30 milliards de dollars par an, outre les dépenses annuelles qui s'élèvent à l'heure actuelle à 30 milliards de dollars dans le monde. Comme pour les autres services d'infrastructure tels que l'électricité, les télécommunications et les transports, la plupart des pays en voie de développement peuvent compter sur des services du secteur public pour le financement et le fonctionnement des services d'eau et d'assainissement. Mais à cause des contraintes financières et humaines, les résultats offrent souvent une faible productivité, ainsi qu'un service et une couverture peu efficaces. Selon la Banque mondiale, on estime que les carences de productivité dans le domaine de l'électricité, de l'eau, des routes et des chemins de fers, à eux-seuls, ont engendré des pertes de l'ordre de 55 milliards de dollars par an au début des années 1990 – l'équivalent d'1% du produit national brut de tous les pays en développement, d'un quart de leur investissement annuel dans le domaine des infrastructures et du double du financement annuel de développement dans ce domaine.

A la fin des années 80, exhortés par les bailleurs de fonds internationaux, certains pays à travers le monde se sont tournés vers le secteur privé, à la fois pour qu'ils prennent en charge le fonctionnement des infrastructures existantes et pour qu'ils financent de nouveaux investissements en matière d'infrastructures. On faisait valoir que le financement et l'expertise de gestion du secteur privé seraient capable d'améliorer la qualité et la quantité des services d'infrastructure. On aurait pu ainsi profiter des ressources financières du secteur privé, et les services auraient pu être étendus, tout en réduisant le fardeau pesant sur les maigres ressources publiques.

Dans les pays en développement, l'eau et les services d'hygiène sont souvent subventionnés, le plus souvent par

le biais de paiements directs aux entreprises chargées de la gestion de ces services, et sont financés par le biais des taxes globales. L'investissement actuel dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement s'élève environ à 15 milliards de dollars. Selon la Banque mondiale, les gouvernements fournissent près de 75% du financement et le secteur privé près de 11%, les 14% restants provenant d'organismes d'assistance extérieurs.

On croit souvent que l'eau est un bien courant et un besoin fondamental que le secteur public est le mieux à même de fournir à bas prix. En conséquence, le coût total de la fourniture d'eau est rarement imputé au consommateur. Même lorsque les tarifs sont fixés à destination des consommateurs industriels, ils sont le plus souvent fondés sur des coûts moyens et ne prennent pas en compte les coûts réels externes tels que le traitement des eaux usagées, ainsi que les manques à gagner, tels que le bénéfice perdu en évitant de rechercher des solutions alternatives au recours à l'eau. Un des résultats de cet état de fait est que de grandes quantités d'eau sont sous-évaluées et gaspillées, alors que le monde fait face à des pénuries d'eau de plus en plus importantes. En l'absence de compensation pour les coûts engendrés, les gouvernements des pays en développement ne peuvent généralement pas se permettre d'étendre leurs services à tous ceux qui en ont besoin, et les populations pauvres qui ne sont pas desservies sont souvent forcées de suivre des trajets ardu pour aller chercher de l'eau, et risquent de devenir malades si elles s'approvisionnent à des réserves non salubres.

Certains prétendent que la privatisation de l'eau et des services d'hygiène peut régler certains de ces problèmes. A l'heure actuelle, le secteur privé gère les installations hydroliques d'approvisionnement en eau de 7% de la population de la planète seulement. On estime que ce chiffre fera plus que doubler d'ici à 2015. Le marché de la

gestion privée de l'eau est estimé à 200 milliards de dollars à l'heure actuelle, et les projections de la Banque mondiale montrent que ce montant pourrait atteindre 1000 milliards de dollars d'ici à 2021.

Des critiques croissantes

Toutefois, l'accroissement de la participation du secteur privé suscite des critiques grandissantes. Tout comme lorsque l'eau et les services d'hygiène étaient gérés par le secteur public. Il est fait état des mêmes services gérés par le secteur privé également affectés par d'agents polluants dangereux pour la santé, de fuites dans les canalisations non réparées pendant des semaines, et particulièrement, d'un accroissement des prix des services qui met les populations pauvres dans la position d'avoir à choisir entre nourriture et eau. A Cochabamba, la troisième plus grande ville de Bolivie, les prix ont augmenté de 35% après la prise en charge du système de fourniture d'eau de la ville par un groupe privé en 1999, qui a provoqué des protestations prolongées de la part de la population. Le contrat avec le fournisseur d'eau privé a été résilié moins d'un an plus tard.

Même les tentatives faites par certains pays en développement d'adopter des approches relevant du secteur privé ont constitué des leçons douloureusement acquises. Lorsque le Gouvernement de l'Afrique du Sud a tenté de mettre fin aux subventions dans le domaine de l'eau en 2000, cela a conduit des millions de gens au sein des populations pauvres à utiliser l'eau de rivières et de lacs pollués, causant une des plus graves épidémies de choléra que le pays ait connu.

Ces exemples renforcent deux idées communément admises – que la participation du secteur privé enrichit une poignée de gens aux dépens du grand nombre, et que l'eau coule vers ceux qui peuvent la payer. Les critiques disent que les sociétés privées, dans leur tentative de présenter une réponse attrayante à un appel d'offre portant sur un contrat à long-terme, sous-estiment souvent le coût de fonctionnement d'un système de fourniture d'eau. Une fois que le contrat a été remporté et que l'exploitation a commencé, ils recourent à la réduction du personnel et des coûts de fonctionnement, ou à la hausse des prix – ou aux deux à la fois – afin de générer un profit. D'autres détracteurs de la privatisation exposent

que l'eau est un droit fondamental et que chacun devrait bénéficier d'un accès équitable et adéquat à l'eau, dans un cadre non lucratif. Selon eux, elle ne devrait pas être exploitée par des entreprises à but lucratif.

La recherche de solutions

Toutefois, quelle que soit l'autorité qui gère l'accès à cette ressource clef, la fourniture d'eau et de services d'assainissement devra inévitablement être payée par quelqu'un, que ce soient les consommateurs ou les contribuables. Certains experts affirment que les entreprises privées, qui sont dans de nombreux cas en meilleure situation pour identifier les lacunes et fournir les services nécessaires, ont un rôle important à jouer. Mais travailler avec le secteur privé ne signifie pas qu'un gouvernement pourrait ou devrait tout simplement confier la gestion des infrastructures hydrauliques au secteur privé, et donner libre cours à la recherche du profit. Cela implique plutôt d'établir un dialogue entre le gouvernement, le secteur privé et tous les consommateurs, afin de parvenir à des solutions équitables et favorables à l'environnement.

Tout un éventail de relations pourrait s'établir, ouvrant de nombreuses possibilités au secteur privé. Les gouvernements pourraient faire évoluer leur rôle de financier et de fournisseur exclusif des infrastructures vers celui de facilitateur et de régulateur de services fournis par des sociétés privées. Les contrats devraient être soigneusement élaborés, en introduisant un équilibre savant entre normes minimum et pénalités, et incitations. Dans tous les cas, les gouvernements devraient être engagés à la fois dans le contrôle et la réglementation au niveau global.

Une autre solution possible serait une meilleure fixation des prix par les gouvernements. Il est extrêmement difficile de mettre au point des échelles de prix qui répondent aux préoccupations sociales, techniques, économiques et environnementales. Une des voies en cours d'expérimentation dans certains pays prévoit que les gouvernements paient une portion de la facture d'eau des ménages à faible revenu qui répondent à certains critères, dans le cadre d'une approche de subventions directes. Au-delà du minimum essentiel, les consommateurs devraient payer des tarifs croissants selon la quantité d'eau utilisée. Cela permettrait d'éviter de au prix de l'eau de rester en-deça des coûts économiques, indifféremment des conditions réelles.